



De grands groupes agricoles expulsent des paysans en Argentine.

Par [Nueva Rioja](#)

Mondialisation.ca, 13 avril 2007

[Nueva Rioja](#) 13 avril 2007

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Économie](#)

Préoccupation dans le secteur agricole



Des organisations agraires et le Gouvernement [argentin] signalent que les grands groupes de l'industrie agricole et des semences concentrent entre leurs mains la propriété de la terre, pratiquent la monoculture et provoquent de l'exode d'agriculteurs. Un projet de Loi pour les freiner a été présenté.

L'avancée soutenue de grand groupes de l'industrie agricole et de semences sur les champs de [la province] Buenos Aires déplacent du système agricole les petits et moyens producteurs, qui ne peuvent pas faire face aux nouveaux prix de location par hectare.

« La concurrence entre des groupes comme Grobocopatel (Grobo) ou El Tejar et l'agriculteur est déloyale », a expliqué Osvaldo Chiar le président Coopérative d'Assurances de La Dulce. Par exemple, dans la région de Necochea, Balcarce et Tres Arroyos les prix de location par hectare ont augmenté 83 % durant les dernières années. Avant l'apparition de ces groupes, le prix par hectare, soumis à des variations du prix international des céréales, tournait autour de 300 pesos, il s'élève aujourd'hui à 550.

Selon le dernier recensement agricole, seulement 1.3 % des producteurs de Buenos Aires exploitent 53 % des terres productives ; tandis que 98.7% restant, petits et moyens producteurs, exploitent les 47 % restant : moins de la moitié des terres aptes pour la agriculture.

Étant donné cette situation, la Fédération Agricole Argentine (FAA) a présenté au Congrès National un projet pour sanctionner une nouvelle de Loi de Locations, qui ordonne des contrats agricoles et met frein au mouvement de concentration de la terre. Le secrétaire corporatif de FAA, Omar Barchueta, a assuré que la concentration de la terre « non seulement laisse sans possibilité de travail les producteurs locaux, mais a un impact négatif sur les économies régionales ».

À son tour, le ministre d'Affaires Agricoles, Raúl Rivara, a signalé que « les grands groupes

n'achètent rien sur place, même pas du pain. Ils apportent de dehors la semence, les machines, le gasoil, les produits agrochimiques, les camions et il ne reste pas rien pour le village ». Il a été très direct : « Nous allons être condamnés avoir des champs riches avec des villages pauvres ».

Pour sa part le président de la Carpap, Pedro Apaolaza, a assuré que « cette avancée des grands groupes est absolument négative d'autant qu'on leur laisse des avantages fiscaux par rapport au reste des producteurs ».

Tout par le soja

Non seulement le prix de la location des terre a augmenté sur la dernière période, mais la surface semée laisse aussi apparaître des chiffres inhabituels. Selon les données de la Direction Provinciale d'Économie Rurale, dans la Province il existent 3.665.000 des hectares consacrés au soja, presque la totalité des 3.8 millions qui existe dans tout le pays.

Selon les données du Bureau National du Contrôle Commercial Agricole, 10.000 producteurs de soja dans la Province - sur un total de 80.000 dans le pays - concentrent 72% des 40 millions de tonnes de soja qui sont produites à l'échelle nationale.

Bien que les grandes groupes prétendent de mettre en oeuvre la rotation des cultures, des producteurs de la zone de Necochea assurent que ces grandes entreprises choisissent la monoculture à tout va. « Ce qu'ils cherchent c'est la plus grande rentabilité de la terre sans tenir compte de sa conservation et aujourd'hui le meilleur c'est le soja » a assuré aujourd'hui Jorge Duffard, agriculteur de plus de trente ans d'expérience dans l'activité. Bien que le groupe Grobo soit le plus grand investisseur agricole - il enseme plus de 155.000 hectares dans trois pays -, d'autres groupes économiques sont présents comme *El Tejar*, *Irsa* et *Lavas* qui investissent une partie des profits obtenus dans d'autres secteurs agricoles. Actuellement en Argentine plus de 100 milliards de dollars sont investis dans des fidéicomis de ce type.

Comme l'ont expliqué des spécialistes du sujet, ce type d'investissement va augmenter de manière soutenue tant que cela n'implique pas de risque pour ceux qui prennent part à cette affaire. Que la récolte soit réussit ou non, les investisseurs récupèrent le pourcentage apporté au fidéicomis et sont exemptés de payer d'impôt sur le revenus.

Un des autres bénéfices qui tire cette affaire consiste à ne pas établir de contrats de travail avec des personnes spécifiques, puisque les travaux sont externalisés et les services engagés de manière directe avec les entreprises leaders dans les produits agrochimiques et les fertilisants. Ainsi, la chaîne productive agraire se voit touchée dans sa totalité.

[Article original en espagnol.](#)

Traduction pour [El Correo](#) de : Estelle et Carlos Debiasi

Courtoisie : le [Grupo de reflexion Rural](#) (GRR) d'Argentine.

La source originale de cet article est [Nueva Rioja](#)
Copyright © [Nueva Rioja](#), [Nueva Rioja](#), 2007

Articles Par : [Nueva Rioja](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca